

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Samedi, 12 mai 1917.

N^o 40.

Samstag, 12. Mai 1917.

Loi du 12 mai 1917, portant allocation d'une indemnité de renchérissement pour 1917 aux fonctionnaires et agents de l'État, au personnel enseignant des écoles primaires, ainsi qu'aux pensionnaires de l'État.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 mai 1917 et celle du Conseil d'État du 11 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote:

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Une indemnité de renchérissement est allouée pour 1917:

1^o aux titulaires de traitements fixés par la loi ou en vertu de la loi, y compris les douaniers, aux titulaires jouissant d'une indemnité susceptible de pension, aux ministres des cultes, aux membres de la gendarmerie et aux sous-officiers de la compagnie des volontaires qui, au cours de l'année 1917, ont été en possession d'un traitement ou d'une solde;

2^o aux agents des diverses administrations qui sont rémunérés au moyen d'indemnités non susceptibles de pension;

3^o aux caporaux et hommes de la compagnie des volontaires;

4^o aux cantonniers des routes de l'État et des chemins repris;

Gesetz vom 12. Mai 1917, betreffend Bewilligung einer Teuerungszulage an die Staatsbeamten und -Angestellten, an das Lehrpersonal der Primärschulen, sowie an die Staatspensionierten.

Wie Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrats;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 10. Mai 1917, und derjenigen des Staatsrats vom 11. desselben Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Für 1917 wird eine Teuerungszulage bewilligt:

1. den Beziehern gesetzlich festgesetzter Gehälter einschließlich der Zollbeamten, den Beziehern pensionsfähiger Entschädigungen, den Kultusdienern, den Mitgliedern der Gendarmerie und den Unteroffizieren der Freiwilligen-Kompagnie, die im Laufe des Jahres 1917 ein Gehalt oder Sold bezogen;

2. den Verwaltungsangestellten, die nichtpensionsfähige Entschädigungen beziehen;

3. den Korporalen und Mannschaften der Freiwilligen-Kompagnie;

4. den Straßen- und Wegewärtern auf den staatlich übernommenen Wegen;

5° aux ouvriers occupés d'une façon permanente dans un service ou dans une exploitation de l'État;

6° au personnel enseignant des écoles primaires supérieures et des écoles primaires;

7° aux pensionnaires de l'État.

Art. 2. Sauf les dérogations contenues dans les art. 3 et 4 cette indemnité sera:

1° de sept cents francs pour les célibataires et veufs sans enfants de moins de 18 ans, et de huit cent cinquante francs pour les hommes mariés et les veufs avec enfants de moins de 18 ans, sans que le total de l'indemnité et de la rémunération des fonctionnaires et instituteurs pour toute l'année 1917 puisse être inférieur à 2700 fr. pour les célibataires et les veufs sans enfants de moins de 18 ans et à 2850 fr. pour les hommes mariés et veufs avec enfants de moins de 18 ans.

La valeur du logement gratuit est fixée au cinquième du traitement minimum ou de l'indemnité.

Les veufs et hommes mariés toucheront de plus une indemnité de cent francs pour chaque enfant âgé de moins de 18 ans;

2° de cinq cents francs pour les institutrices laïques et de quatre cents francs pour les institutrices religieuses;

3° de cinq cents francs pour les ministres des cultes.

Art. 3. Les indemnités revenant aux personnes visées sub 3°, 4° et 5° de l'art. 1^{er} seront fixées par le Gouvernement en conseil, qui disposera à cette fin des crédits suivants:

a) d'un crédit de 75.000 fr. pour suppléments de solde à accorder aux caporaux et hommes de la compagnie des volontaires;

b) d'un crédit de 275.000 fr. à répartir entre les cantonniers et ouvriers de l'État.

Art. 4. Pour les pensionnaires de l'État, l'indemnité sera de cinq cents francs; de plus,

5. den Arbeitern, die dauernd in einem staatlichen Dienst oder Betrieb beschäftigt sind;

6. dem Lehrpersonal der Oberprimär- und Primärschulen;

7. den Staatspensionierten.

Art. 2. Unbeschadet der in Art. 3 und 4 enthaltenen Abweichungen beträgt die Zulage:

1. 700 Fr. für die Ledigen und Witwer ohne Kinder unter 19 Jahren, und 850 Fr. für die verheirateten Männer und Witwer mit Kindern unter 18 Jahren, ohne daß die Gesamtsumme der Zulage und Entschädigung der Beamten und Lehrer für das ganze Jahr 1917 weniger als 2700 Fr. für die Ledigen und Witwer ohne Kinder unter 18 Jahren, und weniger als 2850 Fr. für die verheirateten Männer und Witwer mit Kindern unter 18 Jahren betragen darf.

Der Wert der Dienstwohnung wird auf ein Fünftel des Minimalgehalts oder der Entschädigung festgesetzt.

Die Witwer und verheirateten Männer erhalten außerdem einen Zuschuß von 100 Fr. für jedes Kind unter 18 Jahren;

2. 500 Fr. für die weltlichen Lehrerinnen und 400 Fr. für die Schulschwestern;

3. 500 Fr. für die Kultusdiener.

Art. 3. Die Zulagen für die Personen unter 3., 4. und 5. des Art. 1 werden durch die Regierung im Conseil festgesetzt, welcher zu diesem Zwecke folgende Kredite zur Verfügung stehen:

a) 75.000 Fr. als Solbzulage für die Korporale und Mannschaften der Freiwilligenkompanie;

b) 275.000 Fr. zwecks Verteilung unter die Staatsvergewärter und -Arbeiter.

Art. 4. Für die Staatspensionierten beträgt die Zulage 500 Fr.; die verheirateten Pension-

les pensionnaires mariés et veufs ou veuves avec enfants de moins de 18 ans bénéficieront d'une première majoration de cent francs et, le cas échéant, d'une seconde majoration de cinquante francs pour chaque enfant de moins de 18 ans.

Pour les orphelins de père et mère, âgés de moins de 18 ans, l'indemnité, quel que soit leur nombre, sera de cinq cents francs en tout.

Art. 5. Dans aucun cas, l'indemnité ne pourra dépasser le montant de la rémunération ou de la pension, y compris les suppléments de cette dernière, du chef de laquelle l'intéressé émarge au budget de l'État.

Art. 6. L'indemnité de renchérissement est divisée en deux moitiés, dont la première est payable au plus tard dans le courant du mois qui suivra immédiatement la publication de la présente loi, et la seconde dans le courant du mois de septembre 1917.

Le fonctionnaire ou agent qui n'a été en activité de service que pendant une partie de l'année 1917, n'aura droit qu'à une partie proportionnelle de l'indemnité de renchérissement.

En cas de succession, dans le courant de l'année 1917, d'une pension à un traitement, l'indemnité sera calculée d'après l'art. 2 et d'après l'art. 4 proportionnellement au temps pour lequel le traitement et respectivement la pension auront été et respectivement sont dus.

Art. 7. Les indemnités allouées au personnel enseignant des écoles primaires sont à charge des communes, auxquelles l'État remboursera une part contributive s'élevant à 70 % pour l'enseignement primaire supérieur et à 50 % pour l'enseignement primaire, ces derniers à répartir conformément aux prescriptions de l'arrêté grand-ducal du 29 mars 1910, concernant les subsides de l'État en faveur de l'enseignement primaire.

Les communes qui ont alloué des indemnités de renchérissement pour 1917, sont autorisées

nierten und die Witwer oder Wittwen mit Kindern unter 18 Jahren erhalten außerdem noch eine Zulage von 100 Fr. und gegebenenfalls einen weiteren Zuschuß von 50 Fr. für jedes Kind unter 18 Jahren.

Für Doppelwaisen unter 18 Jahren, ohne Rücksicht auf deren Zahl, beträgt die Zulage im ganzen 500 Fr.

Art. 5. In keinem Falle darf die Zulage den Betrag der Entschädigung oder Pension, einschließlich der Pensionzulagen, welche der Interessent vom Staate bezieht, übersteigen.

Art. 6. Die Teuerungszulage ist zahlbar in zwei Hälften; die erste wird spätestens in dem Monat nach Veröffentlichung dieses Gesetzes, die zweite im Laufe des Monats September 1917 ausbezahlt.

Der Beamte oder Angestellte, der nur während eines Teils des Jahres 1917 im aktiven Dienst war, erhält nur einen entsprechenden Teil der Zulage.

Ist ein Beamter während des Jahres 1917 in Pension gegangen, so wird die Zulage gemäß Art. 2 und 4 für das Gehalt bzw. die Pension im Verhältnis zur Zeitdauer des einen bzw. der anderen berechnet.

Art. 7. Die Zulagen des Lehrpersonals der Primärschulen werden von den Gemeinden getragen, denen der Staat davon 70 % für die Oberprimärschulen und 50 % für die Primärschulen zurückzahlt, welche letztere gemäß den Bestimmungen des Großh. Beschlusses vom 29. März 1910, über die Staatszuwendungen zu Gunsten des Primärunterrichts, verteilt werden.

Die Gemeinden, die schon für 1917 Teuerungszulagen bewilligt haben, dürfen diese von dem

à en déduire le montant de la part qui reste définitivement à leur charge.

Art. 8. Les indemnités allouées en vertu de la présente loi ne sont saisissables que dans les mêmes limites et proportions que les traitements.

Art. 9. Un crédit non limitatif de 3.975.000 fr. est mis à la disposition du Gouvernement pour couvrir les dépenses ordonnées par la présente loi; ce crédit est rattaché au budget de 1917 sous l'art. 311^e.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 12 mai 1917.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

V. THORN.
L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.
E. LECLÈRE.

Loi du 12 mai 1917, portant paiement anticipatif des traitements du clergé, des salaires et indemnités revenant aux cantonniers, ouvriers du téléphone et employés temporaires de l'Etat.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 mai 1917 et celle du Conseil d'État du 11 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons: .

Article unique. — Les traitements des membres du clergé catholique, les salaires des can-

Betrag abziehen, den sie als Beitrag zu den neuen Zulagen zu zahlen haben.

Art. 8. Die durch gegenwärtiges Gesetz bewilligten Zulagen sind nur in den für die Gehälter geltenden Grenzen pfändbar.

Art. 9. Ein unbefchränkt r Kredit von 3.975.000 Fr. wird der Regierung unter Art. 311^e des Ausgabenbudgets von 1917 zur Deckung der durch gegenwärtiges Gesetz vorgesehenen Ausgaben zur Verfügung gestellt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingeruckt werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 12. Mai 1917.

Maria Adelsheid.

Die Mitglieder der Regierung,

B. Thorn.
L. Kauffman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
E. Declère.

Gesetz vom 12. Mai 1917, betreffend die Vorauszahlung der Gehälter des Klerus, sowie der Löhne und Entschädigungen der Wegewärter, Telefonarbeiter und provisorischen Staatsangestellten.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrats;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkanmer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkanmer vom 10. Mai 1917, und derjenigen des Staatsrats vom 11. deselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Die Gehälter des katholischen Klerus, die Löhne der Staatswegewärter

tonniers de l'État ainsi que des ouvriers de l'administration des postes, téléphones et télégraphes, les indemnités des employés temporaires et provisoires engagés en vertu d'une nomination en due forme et occupant régulièrement et à titre principal un emploi salarié par l'État, de même que les augmentations de ces traitements, salaires et indemnités sont dus mensuellement à partir du premier du mois qui suit celui pendant lequel a eu lieu l'entrée en activité ou la disposition portant augmentation.

Le traitement, le salaire ou l'indemnité cesse avec le mois dans lequel a lieu la cessation de l'emploi.

Toutefois, en cas de révocation, le traitement, le salaire ou l'indemnité cesse à partir du jour où la révocation est devenue définitive. En cas d'abandon de fonctions, il cesse à partir du jour de l'abandon.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 12 mai 1917.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

V. THORN.
L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.
E. LECLÈRE.

Arrêté grand-ducal du 8 mai 1917, déclarant d'utilité publique les travaux de construction du tramway d'Esch-s.-Alz. à Rodange.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu une délibération du comité du syndicat de communes pour la construction et l'exploitation de tramways intercommunaux dans le

et des Arbeiter bei der Post-, Telephon- und Telegraphenverwaltung, sowie die Entschädigungen der zeitweilig und provisorisch Angestellten, insofern diese regelrecht ernannt wurden und regelmäßig im Hauptamt auf einem vom Staate bezahlten Posten beschäftigt sind, einschließlich der Zulagen zu diesen Gehältern, Löhnen und Entschädigungen, gelangen monatlich zur Auszahlung vom ersten des Monats an, welcher auf den folgt, in welchem der Dienstantritt stattgefunden hat oder die Gehaltserhöhung verfügt ist.

Gehälter, Löhne und Entschädigungen hören mit dem Monat auf, in welchem das Amt aufgehört hat.

Doch hört in Falle der Absetzung das Gehalt, der Lohn oder die Entschädigung von dem Tage an auf, wo die Absetzung definitiv geworden ist. Im Falle der Dienstverlassung erlöschen die Bezüge vom Tage der Verlassung an.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxembourg, den 12. Mai 1917.

Maria Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,

B. Thorn.
L. Kauffman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
E. Leclère.

Großh. Beschluß vom 8. Mai 1917, wodurch die Herstellungsarbeiten einer Trambahnlinie von Esch a. d. Alz. nach Rodingen zum Gegenstand öffentlichen Nutzens erklärt werden.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht einer Beratung des Vorstandes des Kommunalverbandes für den Bau und den Betrieb von interkommunalen Trambahnen

canton d'Esch-s.-Alz., du 15 janvier 1917, tendante à faire déclarer d'utilité publique les travaux de construction du tramway d'Esch-s.-Alz. à Rodange, sur le territoire de la commune de Pétange;

Vu la loi du 17 décembre 1859, sur l'expropriation forcée pour cause d'utilité publique;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'intérieur et de l'instruction publique, et de Notre Directeur général des travaux publics, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les travaux de construction du tramway d'Esch-s.-Alz. à Rodange, prémentionnés, sont déclarés d'utilité publique.

Le syndicat de communes, préqualifié, est autorisé à acquérir les immeubles dont l'emprise est nécessaire à l'exécution des travaux projetés, tels que ces immeubles se trouvent figurés au plan parcellaire joint à la délibération prérappelée du 15 janvier 1917, à l'exclusion toutefois des parcelles n^{os} 12 et 67 du dit plan, en tant que ces parcelles sont destinées à l'établissement d'une place de dépôt.

En conséquence et sauf cette restriction, l'acquisition des terrains à entreprendre pour l'exécution des travaux dont s'agit sera, en tant que de besoin, poursuivie par voie d'expropriation, conformément aux règles déterminées par la loi du 17 décembre 1859.

Art. 2. Les actes d'acquisition resteront soumis à l'approbation de Notre Directeur général de l'intérieur et de l'instruction publique.

Art. 3. Notre Directeur général de l'intérieur et de l'instruction publique, et Notre Directeur

im Canton Esch a. d. Alz., vom 15. Januar 1917, dahinzielend, die Herstellungsarbeiten der Bahn von Esch nach Rodingen, auf dem Gebiete der Gemeinde Pétange, zum Gegenstand öffentlichen Nutzens erklären zu lassen;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 17. Dezember 1859, über die Zwangsentziehung wegen öffentlichen Nutzens;

Nach Anhörung Unseres Staatsrats;

Auf den Bericht Unseres General-Directors des Innern und des öffentlichen Unterrichts, und Unseres General-Directors der öffentlichen Arbeiten, und nach Beratung Unserer Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Herstellungsarbeiten der Tram-bahnlinie von Esch a. d. Alz. nach Rodingen sind zum Gegenstand öffentlichen Nutzens erklärt.

Vorerwähnter Kommunalverband ist ermächtigt, die Grundstücke, deren Erwerb zur Ausführung der geplanten Arbeiten erforderlich ist, anzukaufen, auf Grund eines der Beratung vom 15. Januar 1917 beigefügten Einteilungsplans, mit Ausnahme der unter Nr. 12 und 67 dieses Plans bezeichneten Parzellen, insofern letztere zur Anlage einer Lagerstelle bestimmt sind.

Vorbehaltlich dieser Einschränkung wird somit der Erwerb der zur Ausführung der Arbeiten erforderlichen Grundstücke gemäß den durch das Gesetz vom 17. Dezember 1859 festgelegten Bestimmungen nötigenfalls auf dem Wege der Zwangsentziehung erfolgen.

Art. 2. Die Erwerbserkunden bleiben der Genehmigung Unseres General-Directors des Innern und des öffentlichen Unterrichts unterworfen.

Art. 3. Unser General-Director des Innern und des öffentlichen Unterrichts, und Unser

général des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 8 mai 1917.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,*

L. MOUTRIER.

*Le Directeur général
des travaux publics,*
A. LEFORT.

**Avis. — Enseignement supérieur
et moyen.**

L'examen pour l'obtention du certificat de professeur et resp. de maître de dessin, prévu par l'arrêté grand-ducal du 22 mai 1902, aura lieu dans le courant du mois de juillet.

Les personnes qui voudront se présenter à cet examen sont invitées à adresser au Gouvernement, avant le 15 juin prochain, leur demande appuyée des certificats prévus par l'arrêté grand-ducal du 22 mai 1902.

Luxembourg, le 5 mai 1917.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,*
L. MOUTRIER.

Avis. — Règlement communal.

En séance du 22 juillet 1916, le conseil communal de Pétange a édicté un règlement sur la conduite d'eau dans cette commune. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 5 mai 1917.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,*
L. MOUTRIER.

General-Direktor der öffentlichen Arbeiten sind mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 8. Mai 1917.

Maria Adelsheid.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutrier.

Der General-Direktor
der öffentlichen Arbeiten,
A. Lefort.

**Bekanntmachung. — Höherer und mittlerer
Unterricht.**

Die durch Großh. Beschluß vom 22. Mai 1902 zur Erlangung des Zeichenprofessor- bzw. Zeichenlehrerzeugnisses vorgeschriebene Prüfung ist auf den Monat Juli anberaumt.

Reflektierende sind gebeten, der Regierung vor dem 15. Juni ihr diesbezügliches Gesuch unter Beibringung der durch Art 12 erwähnten Beschlusses vorgesehenen Zeugnisse einzureichen.

Luxemburg, den 5. Mai 1917.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutrier.

Bekanntmachung. — Gemeindeglement.

In seiner Sitzung vom 22. Juli 1916 hat der Gemeinderat von Pétingen ein Reglement über die Wasserleitung in dieser Gemeinde erlassen. — Dieses Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 5. Mai 1917.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutrier.

**Avis. — Examen des taureaux
et verrats.**

L'examen des taureaux et verrats et la distribution des primes, qui ont eu lieu à la date du 16 avril écoulé dans la commune d'Ell, sont annulés.

Un nouvel examen, avec distribution de primes, aura lieu dans la même commune le 22 mai prochain, à 3 heures de relevée.

Luxembourg, le 12 mai 1917.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

E. LECLÈRE.

Avis. — Justice.

Les audiences de la justice de paix du canton de Wiltz sont fixées comme suit, à partir du 1^{er} juin prochain:

- a) au mercredi, à 9 $\frac{1}{2}$ heures du matin, pour les affaires civiles et commerciales;
- b) au jeudi, à 9 $\frac{1}{2}$ heures du matin, pour les affaires de police.

Luxembourg, le 12 mai 1917.

*Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,*

V. THORN.

Avis. — Associations syndicales.

Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900 l'association syndicale libre pour la construction d'un chemin d'exploitation à Lenningen a déposé au secrétariat communal de Lenningen l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domiciles des administrateurs et de tous les associés.

Luxembourg, le 7 mai 1917.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

E. LECLÈRE.

**Bekanntmachung. — Untersuchung der Stiere
und Eber.**

Die Untersuchung der Stiere und Eber sowie die Prämienverteilung, welche am verfl. 16 April in der Gemeinde Ell stattgefunden haben, sind annulliert.

Die neue Untersuchung mit Prämienverteilung findet in derselben Gemeinde am 1. d. 22. Mai, um 3 Uhr nachmittags, statt.

Luxemburg, den 12. Mai 1917.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
E. Leclère.*

Bekanntmachung. — Justiz.

Die Sitzungen des Friedensgerichtes des Kantons Wiltz sind ab 1. Juni r. festgesetzt wie folgt:

- a) die Zivil- und Handelsitzungen, auf Mittwochs um 9 $\frac{1}{2}$ Uhr morgens;
- b) die Polizeisitzungen auf Donnerstags, um 9 $\frac{1}{2}$ Uhr morgens.

Luxemburg, den 12. Mai 1917.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
V. Thorn.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaften.

Gemäß Art. 2 des Gesetzes vom 27. März 1900 hat die freie Syndikatsgenossenschaft für Anlage eines Feldweges auf dem Gemeindefekretariate von Lenningen ein Duplikat der gehörig eingetragenen Privaturkunde betreffs des Genossenschaftsaktes nebst einem Verzeichnis hinterlegt, das Namen, Stand und Wohnort der Verwaltungsräte sowie sämtlicher Mitglieder angibt.

Luxemburg, den 7. Mai 1917.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
E. Leclère.*